



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KAN'MOOV

23 rue Pierre Beregovoy
33150 Cenon

Références : 26-284
Code AIOT : 0100311490

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement KAN'MOOV implanté 1 CHE DE LA DIE LIEU DIT LA GRANDE LABOUE 33460 Macau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'opération Territoires Propres menée sur la période du 16 au 27 mars 2026 sur le département de la Gironde. Cette action, conduite sous l'autorité du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine / préfet de la Gironde, du commandant de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine ainsi que sous la direction judiciaire des procureurs de la République, vise à lutter contre les différentes atteintes à l'environnement, en procédant aux constats et en mettant en place les sanctions administratives et pénales qui s'appliquent.

L'inspection a été menée en coordination avec les services de la gendarmerie (Brigade Territoriale

Autonome (BTA) de Macau).

Une suspicion d'activité illégale sur la parcelle B 2027 relevée par la BTA de Macau est à l'origine de la programmation de ce contrôle inopiné.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KAN'MOOV
- 1 CHE DE LA DIE LIEU DIT LA GRANDE LABOUE 33460 Macau
- Code AIOT : 0100311490
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce 20 mars 2026, à l'occasion d'un contrôle sur un autre terrain réalisé conjointement avec l'Inspection des installations classées, la BTA de Macau a signalé la présence d'épaves de véhicules sur la parcelle cadastrale 2027 de la section B de la commune de Macau.

Ce site n'étant pas connu du service de l'Inspection des installations classées, l'inspection à consister à vérifier la situation administrative de l'installation et à contrôler si les activités relèvent de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement administratif	Code de l'environnement du 20/03/2026, article L. 511-2, L.512-7, L.512-8 et R. 511-9	Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société KAN'MOOV exerce illégalement sur la commune de Macau une activité d'entreposage de VHU (véhicules hors d'usage) et de tri, transit et regroupement de D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques) relevant respectivement du régime d'enregistrement au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées et du régime de déclaration au titre de la rubrique 2711 de cette même nomenclature.

Par conséquent, conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, l'Inspection des installations classées propose au préfet de la Gironde de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative et d'édicter des mesures conservatoires imposant l'évacuation de l'ensemble des déchets présents sur le terrain vers les filières dûment autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement administratif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/03/2026, article L. 511-2, L.512-7, L.512-8 et R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation administrative
Prescription contrôlée : <u>L. 511-2 : Nomenclature des ICPE</u> Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. <u>Article L. 512-7-I : Régime de l'enregistrement</u> Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. <u>Article L. 512-8 : Régime de la déclaration</u> Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6. <u>Annexe (4) à l'article R. 511-9 : rubriques 2713 et 2716 de la nomenclature ICPE</u> <u>Rubrique 2712 :</u> Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou

égale à 100 m² : E

2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m² : A

3. Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R.543-297 du Code de l'environnement

a) Pour l'entreposage, la surface de l'installation étant supérieure à 150 m² : E

b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage : E

Rubrique 2711 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719

Le volume susceptible d'être entreposé étant :

1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ : E

2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ : DC

Constats :

Lors du contrôle, l'inspection des installations classées a en particulier constaté la présence des déchets suivants :

- 13 véhicules pouvant être considérés comme des véhicules hors d'usage (VHU). Ceux-ci sont entreposés sur le terrain de manière dispersée ; la surface total de stockage des VHU reste toutefois supérieure au seuil de classement fixé à 100 m². L'activité est donc soumise au régime d'enregistrement au titre de la rubrique 2712.1 de la nomenclature des installations classées ;
- des D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques) stockés à l'intérieur et face au bâtiment situé à l'entrée du site (sur une surface d'environ 100 m² et une hauteur moyenne d'un mètre) et à l'arrière du terrain (sur une surface d'environ 100 m² et une hauteur de deux mètres) : principalement des réfrigérateurs, lave-vaisselles et des écrans TV. Le volume total de D3E présents sur le terrain est estimé à environ 300 m³. L'activité est donc soumise au régime de déclaration au titre de la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées (le seuil de classement sous le régime de déclaration au titre de cette rubrique étant fixé à 100 m³) ;
- des déchets non dangereux non inertes en mélange d'un volume inférieur à 100 m³ (plastiques, bois, métaux, etc.) : l'activité n'est pas classable selon la nomenclature des installations classées.

Aucune demande d'enregistrement n'a été déposée par l'exploitant pour l'exploitation de cette installation. De même, aucune télédéclaration n'a été réalisée pour cette activité. Les activités sont donc exercées de manière illégale.

En outre, l'ensemble des déchets est stocké à même le sol, sur de la terre battue, sans système de rétention ni de récupération des éventuels écoulements ni des eaux pluviales ruisselant sur les déchets. Ces conditions de stockage génèrent ainsi des risques de pollution du milieu naturel (par lixiviation et infiltration des eaux pluviales de ruissellement sur les déchets dans les sols.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de régulariser

sa situation administrative sous un délai de trois mois soit en procédant à la cessation des deux activités, soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement recevable au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées d'une part et en procédant à une télédéclaration au titre de la rubrique 2711 de la nomenclature précitée d'autre part. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est transmis en ce sens à l'exploitant.

De plus, sur la base des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, il est proposé d'édicter des mesures conservatoires imposant l'évacuation de l'ensemble des déchets présents sur le terrain vers les filières dûment autorisées sous un délai de trois mois. Les justificatifs seront à transmettre à l'Inspection des installations classées sous ce même délai.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois